

ONU : la nouvelle ère industrielle verte peut constituer une avancée pour les objectifs de développement durable

NATIONS UNIES, 5 avril 2023 - Dans un contexte de crises alimentaires et énergétiques croissantes, de perspectives économiques mondiales incertaines et d'impacts croissants du changement climatique, l'ONU a déclaré aujourd'hui qu'une transformation industrielle durable était nécessaire pour combler l'écart de développement grandissant entre les pays, atteindre les objectifs climatiques et réaliser les objectifs de développement durable.

Le *rapport sur le financement du développement durable 2023 : Financer les transformations durables* indique que des investissements urgents et massifs sont nécessaires pour accélérer les transformations, notamment dans les domaines de l'approvisionnement en électricité, de l'industrie, de l'agriculture, des transports et des bâtiments.

« Sans les moyens d'investir dans le développement durable et de transformer leurs systèmes énergétiques et alimentaires, les pays en développement sont encore plus à la traîne », a déclaré le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, dans l'avant-propos du rapport. « Un monde à deux vitesses, avec des nantis et des démunis, présente des dangers clairs et évidents pour tous les pays. Il est urgent de reconstruire la coopération mondiale et de trouver des solutions à nos crises actuelles dans le cadre d'une action multilatérale. »

Selon le rapport, certains des changements nécessaires sont déjà en cours. La crise énergétique provoquée par la guerre en Ukraine a stimulé les investissements dans la transition énergétique mondiale, qui ont grimpé en flèche en 2022 pour atteindre le chiffre record de 1,1 trillion de dollars. Les investissements dans la transition énergétique ont dépassé les investissements dans les systèmes de combustibles fossiles pour la première fois en 2022, mais ils sont presque tous réalisés en Chine et dans les pays développés.

Le *rapport sur le financement du développement durable 2023* constate que la plupart des pays en développement ne disposent pas des ressources nécessaires pour investir, contrairement à leurs homologues développés. Le changement climatique, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la pandémie de COVID-19 et les paiements de la dette jusqu'à deux fois plus élevés qu'en 2019 se sont combinés pour exercer des pressions budgétaires massives sur la plupart des pays en développement. Cela limite leur capacité à investir dans une transformation durable.

Dans les pays développés, en 2020 et 2021, par exemple, les dépenses de redressement après une pandémie s'élevaient à 12 200 dollars par habitant. Ce chiffre est 30 fois supérieur à celui des pays en développement (410 \$) et 610 fois supérieur à celui des pays les moins avancés (20 \$).

« Si nous ne parvenons pas à réformer le système financier international tout en augmentant les investissements dans les ODD, nous ne tiendrons pas notre engagement commun envers le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », a déclaré la vice-secrétaire générale de l'ONU, Amina Mohammed. « La bonne nouvelle, c'est que nous savons ce qu'il faut faire et comment le faire. Qu'il s'agisse de lancer des transformations cruciales dans les domaines de l'énergie, de l'alimentation et de l'éducation ou d'inaugurer une nouvelle ère industrielle et numérique verte, nous devons tous accélérer le rythme et ne laisser personne de côté. »

Le rapport *2023 sur le financement du développement durable* note que l'industrialisation a toujours été un vecteur de progrès, conduisant à la croissance économique, à la création d'emplois, au progrès technologique et à la réduction de la pauvreté. Le rapport appelle à une nouvelle génération de politiques industrielles durables, étayées par une planification nationale intégrée, afin d'accroître les investissements et de jeter les bases des transformations nécessaires. L'agro-industrie, les énergies vertes et l'industrie manufacturière offrent de nombreuses possibilités de croissance inclusive.

L'essor récent des technologies laisse entrevoir la possibilité d'une transition tout aussi rapide vers une industrialisation et une croissance durables. Entre 2021 et 2022, 338 millions de personnes de plus ont utilisé régulièrement l'Internet, soit une augmentation d'environ 38 600 personnes supplémentaires par heure. En outre, dans les régions dotées de services connectés de haute qualité, 44 % de toutes les entreprises sont exportatrices, contre seulement 19 % des entreprises dans les régions où les services Internet sont plus faibles.

Toutefois, la capacité de production reste inégale. Dans les pays les moins avancés d'Afrique, la valeur ajoutée manufacturière, au lieu de doubler comme le prévoit la cible 9.2 des ODD, a chuté d'environ 10 % du PIB en 2000 à 9 % en 2021. Elle adoptera des politiques ciblées pour renforcer les capacités de production nationales afin de réaliser des transitions à faible émission de carbone, de créer des emplois décentés et de stimuler la croissance économique, tout en garantissant l'égalité entre les hommes et les femmes.

Pour fournir les ressources nécessaires à cette transformation, le rapport *2023 sur le financement du développement durable* préconise une combinaison de mesures visant à renforcer les systèmes fiscaux, à favoriser et à catalyser l'investissement privé et à accroître l'investissement public international et la coopération au développement. Des modifications de l'architecture financière internationale sont également nécessaires pour mobiliser des ressources suffisantes.

Le rapport note que le système international subit actuellement la plus grande refonte des systèmes financiers, monétaires, commerciaux et fiscaux internationaux depuis la conférence de Bretton Woods en 1944. Alors que les institutions internationales s'efforcent de s'adapter à l'évolution rapide des besoins des pays, le rapport prévient que si les réformes sont fragmentaires, incomplètes ou ne prennent pas en considération les ODD, le développement durable sera irréalisable.

Une architecture financière internationale réformée et efficace, permettant une transformation durable, doit inclure des cadres révisés pour :

- Des normes fiscales internationales, y compris des règles d'imposition des entreprises numérisées et mondialisées qui répondent aux besoins des pays en développement ;
- Des cadres politiques et réglementaires pour mieux lier la rentabilité du secteur privé à la durabilité ;
- L'évolution de la taille et de la mission du système des banques de développement ;
- Un fonds pour les pertes et dommages liés au changement climatique, qui doit être mis en place rapidement ;
- L'allègement de la dette et l'amélioration majeure de l'architecture internationale de résolution de la dette - étant donné que 60 % des pays à faible revenu sont en situation de surendettement ou risquent de l'être ;
- Des règles commerciales multilatérales pour revoir l'approche et résoudre les tensions actuelles sur les subventions vertes.

« Nous avons les solutions pour éviter une fracture durable en matière de développement et pour empêcher une décennie perdue pour le développement », a déclaré le sous-secrétaire général des Nations Unies, Li Junhua, chef du département des affaires économiques et sociales, qui a dirigé la production du

rapport interinstitutions. « Nous devons trouver la volonté politique de surmonter les tensions politiques croissantes, l'éclatement des alliances entre pays et les tendances inquiétantes au nationalisme, et saisir l'occasion d'investir d'urgence dans notre avenir commun. »

- FIN -

Note aux rédacteurs :

- Le *rapport 2023 sur le financement du développement durable : Financer les transformations durables* est un produit conjoint du [Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement](#) du développement, qui comprend plus de 60 agences des Nations Unies et organisations internationales. Le bureau du financement du développement durable du département des affaires économiques et sociales des Nations Unies est l'éditeur et le coordinateur du Groupe de réflexion, en étroite collaboration avec le Groupe de la Banque mondiale, le FMI, l'Organisation mondiale du commerce, la CNUCED, le PNUD et l'ONUDI. Le Groupe de réflexion a été mandaté par le programme d'action d'[Addis-Abeba](#) et est présidé par M. Li Junhua, secrétaire général adjoint des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales. La version intégrale du rapport sera disponible à l'adresse suivante : <https://developmentfinance.un.org/fsdr2023> le 5 avril 2023.
- Le rapport constitue la base des discussions du forum ECOSOC [sur le financement du développement](#), au cours duquel les États membres examinent les mesures nécessaires pour mobiliser un financement durable. Les négociations basées sur le rapport sont en cours. Le rapport alimente également le [Salon de l'investissement dans les ODD](#), une plateforme qui réunit des fonctionnaires et des investisseurs pour des opportunités d'investissement durable qui soutiennent la réalisation des ODD.
- Le rapport couvre, entre autres, les domaines suivants : le contexte économique mondial, le commerce, la dette, les entreprises privées et la finance, la technologie et la coopération internationale au développement.

Pour plus d'informations, ou pour demander des entretiens avec nos experts, veuillez contacter :

Rita Ann Wallace, UN DESA | Mobile : +1 516 707 5570 | rita.wallace@un.org

Sharon Birch, Département des communications mondiales de l'ONU | birchs@un.org